

Boycott du comité technique paritaire ministériel : les dotations ministérielles connues quelques heures avant la tenue de la réunion sont en forte baisse.

Communiqué de presse commun
FERC-CGT, SGEN-CFDT, SE-UNSA, FSU
Paris, le 17 décembre 2010

Le ministre de l'Education nationale doit présenter, au CTPM du 17 décembre, la répartition des moyens budgétaires entre les académies pour la prochaine rentrée scolaire.

Les documents préparatoires ne sont parvenus aux organisations syndicales que le jeudi 16 décembre en début d'après midi. Le travail des représentants syndicaux ne peut se faire dans des conditions correctes de préparation. Dans un contexte généralisé d'augmentation des effectifs, plus significative dans l'enseignement public que dans l'enseignement privé, le ministère nous livre quelques heures avant la tenue du CTPM, prévu le 17 décembre, le prix à payer pour réduire l'investissement de la nation en matière d'éducation : 3367 suppressions d'emplois dans le 1er degré public, 4800 suppressions d'emplois dans le second degré public, suppressions de 600 emplois administratifs au 1er septembre 2011.

Malgré l'augmentation du nombre des élèves, la seule mission « enseignements scolaires » rend 8767 emplois s'ajoutant aux 42000 supprimés ces trois dernières années. Cette politique, d'application dogmatique du non remplacement d'un départ en retraite sur 2, met en cause la qualité du service public d'éducation malgré l'engagement de ses personnels. Elle n'est pas de nature à lutter contre les inégalités scolaires et à amener plus d'élèves vers mieux de réussite.

Les fédérations signataires ont décidé de ne pas se rendre à la première convocation du CTPM qui ne pourra donc pas avoir lieu ce vendredi 17 décembre.